

160/2017 - 23 octobre 2017

Transmission des données du déficit et de la dette pour 2016 - 2<sup>ème</sup> notification

## Déficit public de la zone euro et de l'UE28 respectivement de 1,5% et 1,7% du PIB

Dette publique à 88,9% et 83,2%

Le déficit ainsi que la dette publique se sont réduits en termes relatifs en 2016 par rapport à 2015, tant dans la **zone euro** (ZE19) que dans l'**UE28**. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la **zone euro**, passant de 2,1% en 2015 à 1,5% en 2016, ainsi que dans l'**UE28**, de 2,4% à 1,7%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a reculé dans la **zone euro**, passant de 89,9% à la fin de l'année 2015 à 88,9% à la fin de l'année 2016, ainsi que dans l'**UE28**, de 84,5% à 83,2%.

Dans ce communiqué de presse, **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, fournit les données relatives au déficit et à la dette des administrations publiques, sur la base des chiffres déclarés par les États membres lors de la deuxième notification de 2017 pour les années 2013 à 2016, dans le cadre de l'application de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE). Cette notification est fondée sur le système des comptes nationaux SEC 2010. Ce communiqué de presse inclut également des données sur les dépenses et recettes des administrations publiques.

		2013	2014	2015	2016
<b>Zone euro (ZE19)</b>					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	9 934 758	10 157 540	10 515 065	10 788 775
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-302 105	-260 039	-218 795	-166 351
	(% du PIB)	-3,0	-2,6	-2,1	-1,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,8	49,2	48,3	47,6
Recettes publiques	(% du PIB)	46,7	46,7	46,2	46,1
Dette publique	(millions euro)	9 074 248	9 328 914	9 455 587	9 592 515
	(% du PIB)	91,3	91,8	89,9	88,9
<b>UE28</b>					
PIB prix du marché (pm)	(millions euro)	13 577 229	14 044 108	14 797 378	14 904 722
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-449 200	-415 580	-351 864	-249 437
	(% du PIB)	-3,3	-3,0	-2,4	-1,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	48,6	48,0	47,0	46,3
Recettes publiques	(% du PIB)	45,3	45,0	44,6	44,7
Dette publique	(millions euro)	11 618 770	12 144 427	12 503 497	12 402 058
	(% du PIB)	85,6	86,5	84,5	83,2

En 2016, le **Luxembourg** (+1,6%), **Malte** ainsi que la **Suède** (+1,1% chacun), l'**Allemagne** (+0,8%), la **République tchèque** (+0,7%), la **Grèce** et **Chypre** (+0,5% chacun), les **Pays-Bas** (+0,4%) ainsi que la **Lituanie** (+0,3%) ont affiché un excédent public, tandis que la **Bulgarie** et la **Lettonie** avaient un solde budgétaire à l'équilibre. Les déficits publics les plus faibles, par rapport au PIB, ont été enregistrés en **Estonie** (-0,3%), au **Danemark** (-0,6%), en **Irlande** (-0,7%) et en **Croatie** (-0,9%). Trois États membres ont affiché un déficit supérieur ou égal à 3% du PIB: l'**Espagne** (-4,5%), la **France** (-3,4%) ainsi que la **Roumanie** (-3,0%).

À la fin de l'année 2016, les plus faibles ratios de dette publique par rapport au PIB ont été relevés en **Estonie** (9,4%), au **Luxembourg** (20,8%), en **Bulgarie** (29,0%), en **République tchèque** (36,8%), en **Roumanie** (37,6%) et au **Danemark** (37,7%). Seize États membres ont affiché un ratio de dette publique supérieur à 60% du PIB, les plus élevés ayant été enregistrés en **Grèce** (180,8%), en **Italie** (132,0%), au **Portugal** (130,1%), à **Chypre** (107,1%) et en **Belgique** (105,7%).

En 2016, les dépenses publiques dans la **zone euro** ont représenté 47,6% du PIB et les recettes publiques 46,1%. Dans l'**UE28**, elles ont été respectivement de 46,3% et 44,7% du PIB. Entre 2015 et 2016, le ratio des dépenses publiques a baissé dans les deux zones. Le ratio des recettes publiques a baissé dans la **zone euro**, tandis qu'il a augmenté dans l'**UE28**.

## Réserves sur les données déclarées

**France:** Eurostat **formule une réserve** sur la qualité des données notifiées par la France concernant l'enregistrement de certaines opérations de l'Agence Française de Développement. Eurostat va examiner ces points avec les autorités statistiques françaises.

**Belgique:** Eurostat **maintient la réserve formulée** sur la qualité des données notifiées par la Belgique concernant la classification sectorielle des hôpitaux. Eurostat considère que, conformément au SEC 2010, les hôpitaux sous contrôle public en Belgique doivent être classés au sein des administrations publiques, ce qui n'est actuellement pas le cas. Une prochaine reclassification devrait entraîner une hausse, très probablement limitée, de la dette publique.

### Hongrie:

Eurostat **maintient la réserve formulée** sur la qualité des données notifiées par la Hongrie concernant la classification sectorielle d'Eximbank (Hungarian Export-Import Bank Plc). Eurostat considère qu'Eximbank doit être reclassée au sein du secteur des administrations publiques, ce qui entraînerait une hausse de la dette publique. De plus, Eurostat discute actuellement avec les autorités statistiques hongroises d'un possible reclassement d'opérations effectuées par la Banque Nationale Hongroise et ses fondations, considérées réalisées pour le compte du gouvernement.

Eurostat **lève la réserve** sur la qualité des données notifiées par la Hongrie concernant la reclassification sectorielle des fonds de protection réglementaires ainsi que de l'entité MARK ("Hungarian Restructuring and Debt Management Plc."). Les fonds de protection réglementaires et l'ensemble de leurs filiales ont été rétrospectivement reclassés au sein du secteur des administrations publiques. L'entité MARK a été rétrospectivement intégrée à sa société mère, la Banque nationale hongroise.

**Luxembourg:** Eurostat **lève la réserve** sur la qualité des données notifiées par le Luxembourg concernant la classification sectorielle des hôpitaux, ainsi qu'un certain nombre de questions techniques telles que l'enregistrement des autres comptes à recevoir/à payer, la taille des écarts statistiques dans les tableaux PDE et l'indisponibilité de données pour les administrations locales. Les hôpitaux publics ont été reclassés au sein secteur des administrations publiques. Des progrès significatifs ont été réalisés sur les autres questions techniques.

## Modification par Eurostat de données déclarées

Eurostat n'a apporté aucune modification aux données transmises par les États membres.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

**Tim ALLEN**

Tél: +352-4301-33 444

[eurostat-pressoffice@ec.europa.eu](mailto:eurostat-pressoffice@ec.europa.eu)



**Demandes média:** Eurostat media support

Tél: +352-4301-33 408

[eurostat-mediasupport@ec.europa.eu](mailto:eurostat-mediasupport@ec.europa.eu)

 [ec.europa.eu/eurostat/](http://ec.europa.eu/eurostat/)

 [@EU Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

 [EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)

## Informations géographiques

**Zone euro (ZE19):** Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovénie, Slovaquie et Finlande. Dans le tableau, la zone euro inclut la Lettonie et la Lituanie sur l'ensemble de la période, bien que la Lettonie ait rejoint la zone euro le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et la Lituanie le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Jusqu'au 30 juin 2013, l'Union européenne (UE27) comprenait 27 États membres. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2013, l'**Union européenne (UE28)** comprend également la Croatie. Dans le tableau ci-joint, les données se réfèrent à l'UE28 uniquement pour toutes les années.

## Méthodes et définitions

Conformément à l'article 14 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, Eurostat publie, dans les trois semaines qui suivent la date d'échéance des déclarations, les données du déficit et de la dette en vue de l'application de la procédure sur les déficits excessifs.

Selon le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de la CE, le **déficit (respectivement l'excédent) public** est défini comme le besoin (respectivement la capacité) de financement de l'ensemble du secteur des administrations publiques (administration centrale, administrations d'états fédérés, administrations locales et administrations de sécurité sociale). Il est calculé selon les concepts de la comptabilité nationale (Système Européen des Comptes, SEC 2010). La **dette publique** (communément appelée dette de Maastricht ou dette PDE) est la dette brute consolidée de l'ensemble du secteur des administrations publiques en fin d'année (en valeur nominale).

- Tableau des agrégats de la zone euro et de l'UE28: les données sont exprimées en euros. Pour les pays n'appartenant pas à la zone euro, les taux de conversion en euros sont les suivants:
  - pour le déficit/excédent public et le PIB: taux de change annuel moyen;
  - pour l'encours de la dette publique: taux de change en fin d'année.
- Tableau des données nationales: celles-ci sont exprimées en monnaies nationales. Pour la Lettonie et la Lituanie, les données pour les années antérieures à l'adoption de l'euro ont été converties en euros en utilisant le taux de change irrévocable.

Les **dépenses et les recettes publiques** sont transmises à Eurostat dans le cadre du programme de transmission du SEC 2010. Elles couvrent les transactions non financières des administrations publiques et incluent à la fois les opérations courantes et les opérations en capital. Pour les définitions, voir le règlement (UE) 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 sur le système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne.

## **Prêts intergouvernementaux**

Afin de consolider de façon appropriée la dette des administrations publiques dans les agrégats européens et de fournir cette information aux utilisateurs, Eurostat collecte et publie des données sur les prêts gouvernementaux aux autres États de l'UE, y compris ceux effectués via la Facilité Européenne de Stabilisation Financière (FESF). Pour les années 2013 à 2016, les données sur les prêts intergouvernementaux se réfèrent principalement aux prêts accordés à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

## **Évaluation des instruments de la dette**

Eurostat examine actuellement, en coopération avec les États membres, la valorisation de certains instruments de dette, tels que les certificats non-négociables d'épargne et de trésorerie, dans le cadre de la PDE. Cela pourrait entraîner une hausse future de la dette publique dans certains États membres du fait de l'intégration des intérêts accumulés au sein de ces instruments.

## **Réserves et modifications**

Le terme de "**réserves**" est défini dans l'article 15 (1) du règlement du Conseil (CE) 479/2009. La Commission (Eurostat) exprime des "réserves" quand elle a des doutes sur la qualité des données déclarées.

Conformément à l'article 15 (2) du règlement du Conseil (CE) 479/2009, la Commission (Eurostat) peut **modifier** les données déclarées par les États membres et fournit des données modifiées ainsi qu'une justification de cette modification lorsqu'il est évident que les données déclarées par les États membres ne sont pas conformes aux exigences de qualité (conformité aux règles comptables, exhaustivité, fiabilité, fraîcheur et cohérence des données statistiques).

## Révisions et calendrier

Dans la précédente publication des données pour la procédure de déficits excessifs, le déficit public 2016 s'établissait à 1,5% du PIB pour la ZE19 et à 1,7% du PIB pour l'UE28. La dette publique était respectivement de 89,2% et 83,5% du PIB. Voir le communiqué de presse [67/2017](#) du 24 avril 2017.

## Plus d'informations

Pour de plus amples informations sur la méthodologie des statistiques déclarées dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs, merci de consulter la publication d'Eurostat (en anglais) "[Manual on government deficit and debt – Implementation of ESA 2010](#)".

**Note sur les révisions principales:** Eurostat publie, sur son site internet, une note contenant des explications spécifiques pour [les révisions les plus importantes](#) du déficit et de la dette pour 2013-2016 intervenues entre les notifications d'avril et d'octobre 2017, ainsi que pour celles du PIB.

**Note d'information et tableaux complémentaires sur les interventions publiques visant à soutenir les institutions financières:** Eurostat publie, sur son site internet, des [tableaux complémentaires](#) par État membre.

Eurostat publie également une [note d'information](#) qui fournit de plus amples renseignements sur le contenu de ces tableaux complémentaires, ainsi que des tableaux synthétiques pour l'UE et la zone euro. Le tableau 2 de la note d'information présente des données, pour 2015 et 2016, sur le déficit/excédent public excluant l'impact des interventions publiques visant à soutenir les institutions financières. Il convient de noter que cette mesure ajustée du déficit/excédent public est uniquement destinée à améliorer la présentation des données pour les utilisateurs.

**Stock des passifs sur les crédits commerciaux et les avances:** Eurostat publie sur son site internet, comme information complémentaire sur les passifs des administrations publiques, des [données sur les crédits commerciaux et les avances](#), telles que déclarées par les États membres pour les années 2013 à 2016. Il faut rappeler que, conformément au règlement du Conseil (CE) 479/2009, les engagements des administrations publiques relatifs à des crédits commerciaux et avances ne font pas partie de la dette PDE.

**Ajustement flux-stock:** Eurostat publie également une note sur [l'ajustement flux-stock](#) qui présente la contribution du déficit/excédent et les autres facteurs pertinents influant sur la variation du niveau de la dette.

Eurostat publiera également sur son site internet, dans la [section consacrée aux statistiques des finances publique et pour la PDE](#), des informations sur les comptes sous-jacents des administrations publiques.

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2013	2014	2015	2016
<b>Belgique</b>					
PIB pm	(millions euro)	392 340	400 288	410 435	423 048
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-12 310	-12 233	-10 145	-10 531
	(% du PIB)	-3,1	-3,1	-2,5	-2,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	55,8	55,2	53,8	53,2
Recettes publiques	(% du PIB)	52,7	52,1	51,3	50,7
Dette publique	(millions euro)	413 727	427 504	434 898	447 216
	(% du PIB)	105,5	106,8	106,0	105,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	8 600	8 956	8 547	8 546
	(% du PIB)	2,2	2,2	2,1	2,0
<b>Bulgarie</b>					
PIB pm	(millions BGN)	82 166	83 634	88 571	94 130
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions BGN)	-296	-4 561	-1 421	-36
	(% du PIB)	-0,4	-5,5	-1,6	0,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	37,6	42,1	40,7	35,0
Recettes publiques	(% du PIB)	37,2	36,6	39,1	34,9
Dette publique	(millions BGN)	13 978	22 554	23 024	27 322
	(% du PIB)	17,0	27,0	26,0	29,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions BGN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>République tchèque</b>					
PIB pm	(millions CZK)	4 098 128	4 313 789	4 595 783	4 773 240
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions CZK)	-51 129	-83 063	-28 961	34 995
	(% du PIB)	-1,2	-1,9	-0,6	0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,6	42,2	41,7	39,4
Recettes publiques	(% du PIB)	41,4	40,3	41,1	40,1
Dette publique	(millions CZK)	1 840 412	1 819 098	1 836 255	1 754 883
	(% du PIB)	44,9	42,2	40,0	36,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions CZK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Danemark</b>					
PIB pm	(millions DKK)	1 929 677	1 977 255	2 027 171	2 064 847
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions DKK)	-23 845	21 079	-35 609	-12 890
	(% du PIB)	-1,2	1,1	-1,8	-0,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	55,8	55,3	54,8	53,5
Recettes publiques	(% du PIB)	54,6	56,4	53,1	52,9
Dette publique	(millions DKK)	849 938	869 605	801 455	778 502
	(% du PIB)	44,0	44,0	39,5	37,7
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions DKK)	2 984	2 977	2 985	2 974
	(% du PIB)	0,2	0,2	0,1	0,1
<b>Allemagne</b>					
PIB pm	(millions euro)	2 826 240	2 932 470	3 043 650	3 144 050
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-3 967	9 535	19 397	25 674
	(% du PIB)	-0,1	0,3	0,6	0,8
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,7	44,3	43,9	44,2
Recettes publiques	(% du PIB)	44,5	44,6	44,5	45,0
Dette publique	(millions euro)	2 186 643	2 186 954	2 156 645	2 140 009
	(% du PIB)	77,4	74,6	70,9	68,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	67 024	69 804	66 764	66 751
	(% du PIB)	2,4	2,4	2,2	2,1

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2013	2014	2015	2016
<b>Estonie</b>					
PIB pm	(millions euro)	18 932	19 766	20 348	21 098
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-32	134	14	-61
	(% du PIB)	-0,2	0,7	0,1	-0,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	38,5	38,4	40,2	40,6
Recettes publiques	(% du PIB)	38,3	39,1	40,3	40,3
Dette publique	(millions euro)	1 924	2 108	2 035	1 987
	(% du PIB)	10,2	10,7	10,0	9,4
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	458	485	455	455
	(% du PIB)	2,4	2,5	2,2	2,2
<b>Irlande</b>					
PIB pm	(millions euro)	180 298	194 537	262 037	275 567
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-11 019	-7 099	-4 969	-1 907
	(% du PIB)	-6,1	-3,6	-1,9	-0,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	40,2	37,5	28,8	27,1
Recettes publiques	(% du PIB)	34,1	33,9	26,9	26,4
Dette publique	(millions euro)	215 296	203 326	201 589	200 592
	(% du PIB)	119,4	104,5	76,9	72,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	347	347	347	347
	(% du PIB)	0,2	0,2	0,1	0,1
<b>Grèce</b>					
PIB pm	(millions euro)	180 654	178 656	176 312	174 199
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-23 774	-6 407	-10 083	790
	(% du PIB)	-13,2	-3,6	-5,7	0,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	62,2	50,2	53,8	49,7
Recettes publiques	(% du PIB)	49,0	46,6	48,1	50,2
Dette publique	(millions euro)	320 509	319 726	311 763	315 036
	(% du PIB)	177,4	179,0	176,8	180,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Espagne</b>					
PIB pm	(millions euro)	1 025 693	1 037 820	1 079 998	1 118 522
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-71 687	-61 942	-57 004	-50 401
	(% du PIB)	-7,0	-6,0	-5,3	-4,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	45,6	44,8	43,8	42,2
Recettes publiques	(% du PIB)	38,6	38,9	38,5	37,7
Dette publique	(millions euro)	979 031	1 041 624	1 073 934	1 107 205
	(% du PIB)	95,5	100,4	99,4	99,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	29 351	30 575	29 181	29 181
	(% du PIB)	2,9	2,9	2,7	2,6
<b>France</b>					
PIB pm	(millions euro)	2 115 256	2 147 609	2 194 243	2 228 858
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-87 477	-84 333	-78 832	-75 957
	(% du PIB)	-4,1	-3,9	-3,6	-3,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	57,0	57,1	56,7	56,4
Recettes publiques	(% du PIB)	52,9	53,1	53,1	53,0
Dette publique	(millions euro)	1 954 941	2 040 380	2 101 200	2 150 950
	(% du PIB)	92,4	95,0	95,8	96,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	50 266	52 362	49 976	49 976
	(% du PIB)	2,4	2,4	2,3	2,2

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2013	2014	2015	2016
<b>Croatie</b>					
PIB pm	(millions HRK)	331 374	331 266	338 975	348 678
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HRK)	-17 517	-17 033	-11 210	-3 155
	(% du PIB)	-5,3	-5,1	-3,3	-0,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	47,7	48,0	47,6	47,2
Recettes publiques	(% du PIB)	42,4	42,9	44,3	46,3
Dette publique	(millions HRK)	270 841	284 183	289 582	289 076
	(% du PIB)	81,7	85,8	85,4	82,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions HRK)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Italie</b>					
PIB pm	(millions euro)	1 604 599	1 621 827	1 652 153	1 680 523
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-47 333	-49 142	-42 702	-41 937
	(% du PIB)	-2,9	-3,0	-2,6	-2,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,1	50,9	50,2	49,4
Recettes publiques	(% du PIB)	48,1	47,9	47,7	46,9
Dette publique	(millions euro)	2 070 228	2 137 316	2 173 329	2 218 471
	(% du PIB)	129,0	131,8	131,5	132,0
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	44 156	45 998	43 901	43 901
	(% du PIB)	2,8	2,8	2,7	2,6
<b>Chypre</b>					
PIB pm	(millions euro)	18 140	17 606	17 742	18 123
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-931	-1 541	-209	82
	(% du PIB)	-5,1	-8,8	-1,2	0,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,6	48,2	40,2	38,3
Recettes publiques	(% du PIB)	36,4	39,5	39,0	38,8
Dette publique	(millions euro)	18 615	18 922	19 072	19 418
	(% du PIB)	102,6	107,5	107,5	107,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	393	362	339	339
	(% du PIB)	2,2	2,1	1,9	1,9
<b>Lettonie</b>					
PIB pm	(millions euro)	22 787	23 618	24 271	24 866
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-219	-288	-298	9
	(% du PIB)	-1,0	-1,2	-1,2	0,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	37,7	38,3	38,5	37,4
Recettes publiques	(% du PIB)	36,8	37,1	37,3	37,4
Dette publique	(millions euro)	8 893	9 669	8 953	10 092
	(% du PIB)	39,0	40,9	36,9	40,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Lituanie</b>					
PIB pm	(millions euro)	34 960	36 568	37 427	38 668
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-912	-226	-92	103
	(% du PIB)	-2,6	-0,6	-0,2	0,3
Dépenses publiques	(% du PIB)	35,5	34,6	34,9	34,2
Recettes publiques	(% du PIB)	32,9	34,0	34,6	34,5
Dette publique	(millions euro)	13 550	14 825	15 940	15 514
	(% du PIB)	38,8	40,5	42,6	40,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2013	2014	2015	2016
<b>Luxembourg</b>					
PIB pm	(millions euro)	46 500	49 993	52 102	53 005
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	454	672	720	865
	(% du PIB)	1,0	1,3	1,4	1,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	43,3	41,8	41,5	42,1
Recettes publiques	(% du PIB)	44,3	43,1	42,8	43,8
Dette publique	(millions euro)	11 014	11 330	11 446	11 025
	(% du PIB)	23,7	22,7	22,0	20,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	617	643	614	614
	(% du PIB)	1,3	1,3	1,2	1,2
<b>Hongrie</b>					
PIB pm	(millions HUF)	30 247 077	32 591 713	34 324 110	35 420 320
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions HUF)	-792 769	-895 193	-684 265	-656 528
	(% du PIB)	-2,6	-2,7	-2,0	-1,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,3	49,5	50,2	46,7
Recettes publiques	(% du PIB)	46,6	46,8	48,2	44,8
Dette publique	(millions HUF)	22 974 245	24 494 729	25 654 043	26 164 421
	(% du PIB)	76,0	75,2	74,7	73,9
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions HUF)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Malte</b>					
PIB pm	(millions euro)	7 642	8 455	9 274	9 943
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-186	-149	-104	113
	(% du PIB)	-2,4	-1,8	-1,1	1,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,0	41,3	41,2	38,0
Recettes publiques	(% du PIB)	39,5	39,6	40,1	39,2
Dette publique	(millions euro)	5 227	5 395	5 591	5 728
	(% du PIB)	68,4	63,8	60,3	57,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	223	232	222	222
	(% du PIB)	2,9	2,7	2,4	2,2
<b>Pays-Bas</b>					
PIB pm	(millions euro)	652 748	663 008	683 457	702 641
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-15 497	-15 028	-14 019	2 573
	(% du PIB)	-2,4	-2,3	-2,1	0,4
Dépenses publiques	(% du PIB)	46,3	46,2	44,9	43,4
Recettes publiques	(% du PIB)	43,9	43,9	42,8	43,8
Dette publique	(millions euro)	442 543	450 615	441 401	434 205
	(% du PIB)	67,8	68,0	64,6	61,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	14 096	14 684	14 015	14 015
	(% du PIB)	2,2	2,2	2,1	2,0
<b>Autriche</b>					
PIB pm	(millions euro)	323 910	333 063	344 493	353 297
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-6 316	-8 944	-3 561	-5 804
	(% du PIB)	-2,0	-2,7	-1,0	-1,6
Dépenses publiques	(% du PIB)	51,6	52,3	51,0	50,7
Recettes publiques	(% du PIB)	49,7	49,6	49,9	49,1
Dette publique	(millions euro)	262 404	279 036	290 567	295 245
	(% du PIB)	81,0	83,8	84,3	83,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	6 863	7 149	8 053	8 053
	(% du PIB)	2,1	2,1	2,3	2,3

**PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)**

		2013	2014	2015	2016
<b>Pologne</b>					
PIB pm	(millions PLN)	1 656 895	1 719 769	1 799 392	1 858 637
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions PLN)	-68 146	-61 820	-47 489	-45 870
	(% du PIB)	-4,1	-3,6	-2,6	-2,5
Dépenses publiques	(% du PIB)	42,6	42,3	41,6	41,2
Recettes publiques	(% du PIB)	38,5	38,7	38,9	38,7
Dette publique	(millions PLN)	922 755	863 974	919 588	1 006 284
	(% du PIB)	55,7	50,2	51,1	54,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions PLN)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Portugal</b>					
PIB pm	(millions euro)	170 269	173 079	179 809	185 179
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-8 245	-12 402	-7 918	-3 665
	(% du PIB)	-4,8	-7,2	-4,4	-2,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	49,9	51,8	48,2	45,0
Recettes publiques	(% du PIB)	45,1	44,6	43,8	43,0
Dette publique	(millions euro)	219 715	226 029	231 541	240 958
	(% du PIB)	129,0	130,6	128,8	130,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	1 119	1 119	1 119	1 119
	(% du PIB)	0,7	0,6	0,6	0,6
<b>Roumanie</b>					
PIB pm	(millions RON)	637 456	668 144	712 659	761 474
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions RON)	-13 531	-9 121	-5 537	-22 848
	(% du PIB)	-2,1	-1,4	-0,8	-3,0
Dépenses publiques	(% du PIB)	35,4	34,9	35,7	34,0
Recettes publiques	(% du PIB)	33,3	33,5	34,9	31,0
Dette publique	(millions RON)	240 777	263 153	270 121	286 303
	(% du PIB)	37,8	39,4	37,9	37,6
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions RON)	0	0	0	0
	(% du PIB)	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Slovénie</b>					
PIB pm	(millions euro)	36 239	37 615	38 837	40 418
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-5 319	-1 992	-1 122	-754
	(% du PIB)	-14,7	-5,3	-2,9	-1,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	59,5	49,6	47,7	45,1
Recettes publiques	(% du PIB)	44,8	44,3	44,9	43,3
Dette publique	(millions euro)	25 505	30 199	32 063	31 730
	(% du PIB)	70,4	80,3	82,6	78,5
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	1 162	1 210	1 155	1 155
	(% du PIB)	3,2	3,2	3,0	2,9
<b>Slovaquie</b>					
PIB pm	(millions euro)	74 170	76 088	78 896	81 154
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-2 017	-2 056	-2 160	-1 774
	(% du PIB)	-2,7	-2,7	-2,7	-2,2
Dépenses publiques	(% du PIB)	41,4	42,0	45,2	41,5
Recettes publiques	(% du PIB)	38,7	39,3	42,5	39,3
Dette publique	(millions euro)	40 600	40 725	41 295	42 053
	(% du PIB)	54,7	53,5	52,3	51,8
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	1 895	1 997	1 881	1 881
	(% du PIB)	2,6	2,6	2,4	2,3



## PIB, déficit/excédent et dette des administrations publiques dans l'UE (en monnaie nationale)

		2013	2014	2015	2016
<b>Finlande</b>					
PIB pm	(millions euro)	203 338	205 474	209 581	215 615
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions euro)	-5 315	-6 597	-5 710	-3 769
	(% du PIB)	-2,6	-3,2	-2,7	-1,7
Dépenses publiques	(% du PIB)	57,5	58,1	56,9	55,8
Recettes publiques	(% du PIB)	54,9	54,9	54,2	54,0
Dette publique	(millions euro)	114 801	123 696	133 235	135 991
	(% du PIB)	56,5	60,2	63,6	63,1
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions euro)	4 432	4 617	4 407	4 407
	(% du PIB)	2,2	2,2	2,1	2,0
<b>Suède</b>					
PIB pm	(millions SEK)	3 769 909	3 936 840	4 199 860	4 404 938
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions SEK)	-51 458	-61 437	6 633	50 479
	(% du PIB)	-1,4	-1,6	0,2	1,1
Dépenses publiques	(% du PIB)	52,0	51,1	49,6	49,5
Recettes publiques	(% du PIB)	50,6	49,6	49,8	50,6
Dette publique	(millions SEK)	1 537 078	1 792 832	1 855 300	1 858 672
	(% du PIB)	40,8	45,5	44,2	42,2
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions SEK)	5 321	5 657	5 519	5 749
	(% du PIB)	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Royaume-Uni*</b>					
PIB pm	(millions GBP)	1 752 554	1 837 062	1 888 737	1 961 130
Déficit public (-) / excédent (+)	(millions GBP)	-94 736	-100 209	-80 525	-57 227
	(% du PIB)	-5,4	-5,5	-4,3	-2,9
Dépenses publiques	(% du PIB)	44,2	43,2	42,4	41,5
Recettes publiques	(% du PIB)	38,8	37,7	38,1	38,6
Dette publique	(millions GBP)	1 499 789	1 604 784	1 665 978	1 731 392
	(% du PIB)	85,6	87,4	88,2	88,3
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	(millions GBP)	3 226	3 226	3 226	3 226
	(% du PIB)	0,2	0,2	0,2	0,2
<i>Année budgétaire (ab)</i>		<b>2013/2014</b>	<b>2014/2015</b>	<b>2015/2016</b>	<b>2016/2017</b>
<i>PIB pm ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 773 683</i>	<i>1 849 131</i>	<i>1 902 142</i>	<i>1 981 282</i>
<i>Déficit public (-) / excédent (+) ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>-100 061</i>	<i>-91 013</i>	<i>-75 843</i>	<i>-45 535</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>-5,6</i>	<i>-4,9</i>	<i>-4,0</i>	<i>-2,3</i>
<i>Dette publique ab</i>	<i>(millions GBP)</i>	<i>1 522 460</i>	<i>1 604 017</i>	<i>1 651 966</i>	<i>1 720 036</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>85,8</i>	<i>86,7</i>	<i>86,8</i>	<i>86,8</i>
pour mémoire: prêts intergouvernementaux	<i>(millions GBP)</i>	<i>3 226</i>	<i>3 226</i>	<i>3 226</i>	<i>3 226</i>
	<i>(% du PIB)</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>

\* Les données se réfèrent aux années calendaires. Les données se référant à l'année budgétaire (1<sup>er</sup> avril au 31 mars) sont présentées en italiques. Les données du PIB utilisées ne sont pas corrigées des variations saisonnières. Pour le Royaume-Uni, les données pertinentes pour la mise en œuvre de la procédure sur les déficits excessifs sont celles de l'année budgétaire.